

# Sécurité alimentaire : objectif majeur de l'après Covid

André Neveu<sup>1</sup>

**La covid a mis en lumière l'importance de la sécurité alimentaire et des approvisionnements. De plus en plus de pays revendiquent le droit à la souveraineté alimentaire.**

Les semaines de confinement et cette pandémie qui s'éternise ont montré à l'ensemble des populations du monde combien leur situation personnelle et collective était fragile. Il en est ainsi sur le plan sanitaire et économique. Mais très nombreux sont également ceux qui ont pris conscience que l'accès à l'alimentation peut, lui aussi, se trouver compliqué, voire empêché. On sait maintenant que tout ce qui semblait simple et normal autrefois, peut être remis en cause du jour au lendemain, y compris dans ses aspects les plus courants. Après cet avertissement, il est donc logique que les consommateurs souhaitent se prémunir contre tous les incidents ou accidents possibles dans ce domaine aussi essentiel à la vie de tous les jours qu'est l'alimentation. Mais cette aspiration à la sécurité ne se limite pas aux seuls consommateurs. Tous les agents actifs de la filière agroalimentaire le souhaitent et y aspirent également. La sécurité alimentaire est donc considérée comme une priorité partout dans le monde. Car elle concerne tous les pays, tous les consommateurs et tous les producteurs. Cette attente peut se décliner de différentes façons.

Au cours des 70 dernières années, la production agricole a considérablement progressé. C'est pourquoi, malgré une rapide augmentation de la population mondiale, les grandes famines ont disparu et les pénuries se sont faites rares. Sans doute, plusieurs centaines de millions de personnes souffrent encore de la faim, en particulier en Afrique, mais leur nombre s'est sensiblement réduit au fil des années. L'amélioration des rendements des cultures en est la principale explication. On constate toutefois une remontée significative du nombre de personnes touchées par la malnutrition, en raison, selon la FAO, de la multiplication des

<sup>1</sup> Membre de l'Académie d'agriculture de France.

SELON LA FAO, IL FAUDRAIT QUE LA PRODUCTION AGRICOLE AUGMENTE DE 50 % D'ICI À 2050

conflits armés qui se déroulent dans certaines régions du monde affectant gravement les productions agricoles. Seulement, on sait que la population mondiale doit passer de 7,5 milliards d'habitants à environ 9,5 en 2050<sup>2</sup>. Et dans le même temps, de nombreux consommateurs dans le monde souhaitent manger davantage de viande, de sucre ou d'huile. Cette amélioration des rendements doit donc impérativement se poursuivre. C'est pourquoi, selon la FAO, il faudrait que la production agricole augmente de 50 % d'ici à 2050. Ce n'est pas gagné d'avance, notamment en raison des changements climatiques à venir.

De cette croissance de la production, découle la capacité des États à répondre positivement aux autres éléments de la sécurité alimentaire. S'il n'en était pas ainsi, les conséquences sociales et humaines seraient particulièrement graves avec un grand nombre de personnes contraintes de vivre dans la précarité alimentaire et dans l'incertitude du lendemain. Dans cette hypothèse, de nombreux pays seraient aussi amenés à reconsidérer en urgence leur politique agricole, avec comme premier objectif d'augmenter la production nationale et donc de moins dépendre des importations.

## DIVERSIFIER LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT

Bien entendu, tous les pays sont dans l'obligation de recourir aux importations de différents produits agricoles ou alimentaires qu'ils ne peuvent pas, ou ne souhaitent pas produire sur leur territoire. Dépendant dans des proportions variables, mais toujours significatives, des importations, tous les gouvernements ont donc le plus grand intérêt à éviter les désordres dans les transports, quelle qu'en soit l'origine. C'est la condition pour que les consommateurs trouvent à tout moment le produit qu'ils recherchent dans leur magasin habituel.

Car personne n'est près d'oublier que, lors de la diffusion rapide du virus au printemps 2020, un certain nombre de perturbations dans le système des transports, notamment internationaux, se sont produites. De nombreuses frontières ont été fermées et beaucoup de salariés ont été confinés loin de leur lieu de travail. Des approvisionnements n'ont donc pas pu être effectués, d'autres ont été retardés ou sont arrivés en quantité insuffisante, et tous ont vu leurs prix augmenter fortement.

<sup>2</sup> Les dernières projections démographiques mondiales à l'horizon 2100 ont révisé à la baisse ce chiffre à près de dix milliards.

Gouvernements et consommateurs ont donc perçu concrètement le risque d'une rupture, même partielle et temporaire, de la chaîne d'approvisionnement des produits alimentaires. Il s'y est ajouté, toujours au printemps 2020, la rumeur d'une disette possible avec la menace d'une crise alimentaire mondiale. Des pays exportateurs comme la Russie ou le Vietnam ont en effet pris des mesures d'interdiction d'exportation du blé ou du riz. Même si ces décisions ont été vite abandonnées, la menace a été prise très au sérieux par les pays importateurs.

Afin de faire face aux aléas de toute nature qui peuvent les frapper, les gouvernements ont donc tout intérêt à diversifier leurs sources d'approvisionnement, à passer des contrats à long terme avec leurs fournisseurs et à constituer des stocks de précaution. Des pays l'ont compris depuis longtemps et s'efforcent de sécuriser par tous les moyens leurs importations. C'est le cas de la Chine. Ce pays possède d'importantes réserves de céréales, avec par exemple, 50 % des stocks mondiaux de maïs. Mais il est vrai, la Chine dispose de moyens financiers colossaux pour mener une telle politique. D'autres pays sont moins favorisés car leurs ressources financières sont limitées. Or nombreux sont ceux qui doivent faire face à un déficit structurel en aliments de base comme le sucre, l'huile, la viande, le lait et surtout les céréales. C'est le cas de la plupart des pays d'un grand arc sub-eurasien, allant du Maroc au Japon, en passant par le Moyen-Orient. La situation de nombreux pays africains se dégrade également rapidement, car leur population croît plus rapidement que leur propre production agricole. Ils sont donc, eux aussi, à la merci de tout dérèglement dans leurs approvisionnements. Or, dans l'immédiat, la plupart d'entre eux n'ont guère les moyens financiers de s'en prémunir.

DE GRANDS PAYS  
EXPORTATEURS COMME  
LA RUSSIE OU LE VIETNAM  
ONT PRIS DES MESURES  
D'INTERDICTION  
D'EXPORTATION DU BLÉ  
OU DU RIZ

#### PRODUIRE PLUS POUR MOINS DÉPENDRE DE L'ÉTRANGER

C'est une sage politique que nombre de gouvernements voudraient bien mener. Mais sa réalisation demandera beaucoup de temps, d'efforts et d'argent. Il faut aussi avoir des terres disponibles ou pouvoir améliorer les rendements, grâce à l'irrigation par exemple. On peut également imaginer remplacer une partie des cultures destinées à l'exportation par des cultures vivrières, ce qui conduirait évidemment à renoncer à de précieuses sources de devises. Les gouvernements des pays en développement songent même à revendiquer le droit à la souveraineté alimentaire. Jusqu'ici, celle-ci est restée un vœu pieu, plutôt qu'un objectif politique réaliste. Car, depuis les

années 1990, tous les accords internationaux s'y opposent de même que les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Pour leur part, les dirigeants européens envisagent, eux aussi, de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations agricoles. Ils réfléchissent, par exemple, aux moyens d'augmenter la production de tourteaux, nécessaires à l'alimentation des animaux d'élevage et massivement importés d'Amérique du Nord et du Sud. De même pour de nombreux légumes, fruits ou fleurs qui arrivent chaque jour par avions-cargos de pays lointains.

Mais pour réussir une telle opération, il faut s'assurer de la rentabilité des entreprises développant ces nouvelles productions. Si cette rentabilité s'avère insuffisante, peut-on imaginer l'octroi de subventions compensatoires ou la reconstitution de barrières douanières au risque de susciter l'opposition de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la colère des exportateurs ? On en est loin. Ajoutons qu'une telle politique ne réglerait en rien le problème des importations intracommunautaires qui, depuis quelques années, pénalisent gravement les agriculteurs français (fruits et légumes, porc, volaille...).

#### CONSOMMER DES PRODUITS LOCAUX, LE SOUHAIT DES CONSOMMATEURS FRANÇAIS

Dans sa déclaration de politique générale du 15 juillet 2020, le Premier ministre, Jean Castex, a fait du développement des circuits courts, l'un des axes de sa politique. Il souhaite « *développer une alimentation de qualité, locale, accessible dans toutes les villes et villages de France* ». Consommer des produits locaux est en effet devenu le souhait d'une bonne partie des consommateurs français. Dans leur esprit, c'est à la fois la garantie de disposer de produits frais, l'assurance de réduire l'impact climatique dû aux transports et le moyen de soutenir une petite agriculture traditionnelle. Car les produits locaux sont souvent assimilés à des produits de qualité, voire à des produits issus de l'agriculture biologique. Bien sûr, cette forme de retour au passé se limite, pour l'essentiel, aux fruits et légumes de saison et, dans une moindre mesure, aux produits laitiers et à la viande. Mais seule une fraction des consommateurs des pays riches, dont évidemment la France, est en mesure de satisfaire concrètement ce souhait. Et encore pour une petite partie de leurs achats alimentaires. Certaines collectivités locales s'efforcent de les aider à satisfaire cette demande. Ainsi la communauté de communes du Val de Drôme a acheté neuf hectares pour y installer cinq

DÉVELOPPER UNE  
ALIMENTATION DE QUALITÉ,  
LOCALE, ACCESSIBLE DANS  
TOUTES LES VILLES ET  
VILLAGES DE FRANCE

éleveurs et maraîchers. Leur production est vendue localement. De même, certaines grandes villes, comme Rennes, s'efforcent d'éviter l'extension des zones urbanisées et d'encourager les agriculteurs du secteur à fournir des denrées aux habitants de l'agglomération, notamment aux cantines scolaires. Dans tous les cas, le succès de telles opérations suppose une réelle maîtrise du foncier, un minimum de capitaux, des agriculteurs volontaires et des clients prêts à acquérir ces productions locales, sans nul doute un peu plus chères que dans leur supermarché habituel.

Dans le cadre de son « Pacte vert » et de sa stratégie « de la ferme à la table », la Commission de l'Union européenne semble vouloir répondre à ces mêmes souhaits de sécurisation des approvisionnements. Reste à savoir si ces propositions seront effectivement retenues à l'issue des négociations sur la future Pac et quelles en seront les modalités d'application. Pour réaliser et étendre une telle politique, il faudrait toutefois accroître fortement le coût des transports des produits agricoles venant de pays lointains afin que la distance soit un critère de choix significatif. Cette politique impliquerait également que soit multiplié, sur le territoire national, le réseau des petites et moyennes entreprises de transformation où la grande distribution pourrait s'approvisionner facilement et répondre, elle aussi, au désir de ses clients.

**IL FAUDRAIT ACCROÎTRE FORTEMENT LE COÛT DES TRANSPORTS DES PRODUITS AGRICOLES VENANT DE PAYS LOINTAINS**

#### **LES ACCIDENTS SANITAIRES ONT PRESQUE DISPARU**

Le respect des règles d'hygiène des produits alimentaires offerts aux consommateurs constitue une des grandes avancées du dernier demi-siècle. La législation est certes devenue beaucoup plus contraignante pour les professionnels. Mais ces avancées ont aussi été rendues possibles grâce à différents progrès techniques, comme ceux relatifs à la chaîne du froid. Les accidents sanitaires ont donc presque disparu, au moins dans les pays industrialisés. Il est vrai que pour les industriels, les conséquences financières du non-respect des normes sanitaires en vigueur seraient énormes. Ils sont donc très fortement incités à être très vigilants.

Les consommateurs ont aujourd'hui de nouvelles exigences. Ils s'inquiètent par exemple de l'importance prise par les produits ultra transformés qui comportent un grand nombre de composants, y compris des adjuvants pour en améliorer la conservation, le goût ou la couleur. Or, le souhait de nombreux consommateurs est, de plus en plus souvent, d'associer

l'authenticité et la proximité à la sécurité sanitaire. C'est évidemment compliqué pour les produits transformés, et encore plus lorsqu'il s'agit de produits importés.

Dans ce contexte, la réduction, voire la suppression des pesticides, constitue une nouvelle ligne de fracture entre la majorité des professionnels de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'une part, et un certain nombre de citoyens-consommateurs d'autre part. Certains d'entre eux se tournent alors vers les produits biologiques, espérant ainsi trouver une solution à leurs demandes. Ces dernières années, la protection des consommateurs s'est parfois élargie à celle des habitants du monde rural qui sont logés à proximité des zones d'épandage de produits de traitement utilisés contre les divers parasites qui menacent les cultures. La sécurité alimentaire semble donc devoir s'étendre peu à peu à la protection des personnes, y compris dans ses aspects sanitaires.

Aspiration profonde et générale à l'issue de la récente crise sanitaire, la sécurité alimentaire se décline sous différents aspects selon les pays, leurs consommateurs et leurs classes sociales. Certains de ces aspects seront considérés comme prioritaires dans tel ou tel pays, d'autres non. Mais surtout, il ne faut pas trop se faire d'illusions. L'avenir que nous réserve le monde est tout, sauf prévisible. Il y a en effet fort à parier que, quelles que soient les précautions qui pourraient être prises, des événements imprévus viendront fragiliser le plus bel échafaudage qui soit. L'ensemble du monde risque alors fort d'être à nouveau concerné, rendant nécessaire des réponses adaptées à la situation nouvelle ainsi créée. Mais ce seront sans nul doute les populations les plus défavorisées qui seront, comme d'habitude, les premières et les plus lourdement touchées en cas de manquement. ■

**LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SE DÉCLINE SOUS DIFFÉRENTS ASPECTS SELON LES PAYS, LEURS CONSOMMATEURS ET LEURS CLASSES SOCIALES**

#### **Repères**

##### **Des plantes américaines ont dopé la population chinoise**

Sans la découverte des Amériques, la Chine ne serait pas ce qu'elle est. Ce sont des plantes rapportées de ces pays qui furent le moteur de sa démographie. Les Chinois purent ainsi produire patates douces, arachides... qui poussaient dans les zones où il était impossible de pratiquer les cultures traditionnelles, blé ou millet. La population chinoise est passée de 80 à 250 millions entre 1500 et 1750. Lire l'ouvrage de Paul Vialle, *Idées reçues sur l'agriculture* produit par l'Académie d'Agriculture.